



FRANC-TIREUR

bulletin d'information du comité de soutien aux FTP marseillais / www.samizdat.net/solidarite

n°9 / printemps 2002 / PRIX LIBRE

À YVES PEIRAT

Salud compañero !

LETTRE OUVERTE

Ben alors ? On s'laisse aller ? t'as pas envie de bouger ou de te promener ? On attend toujours d'aller reboire un coup avec toi, mais apparemment c'est pas encore pour tout de suite. C'est quand même pas sérieux... C'est bien joli de passer des examens dans ta nouvelle maison communautaire, de faire des formations, de faire du sport dans ta cours, de passer du temps avec tes colocataires à refaire le monde extérieur, pendant qu'on voudrait bien de notre côté défaire le monde intérieur... C'est pas cool...

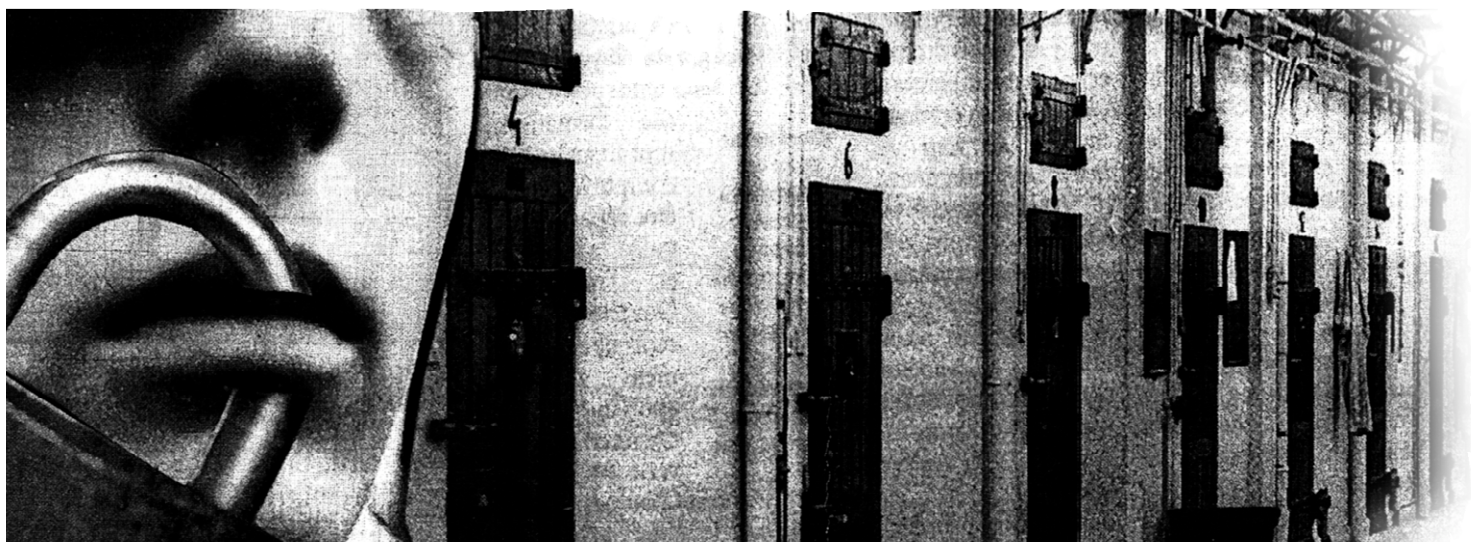
Pourtant tu nous avais presque promis d'être de retour pendant 2001, puis début 2002, hé ho... C'est pas un peu finit de nous poser des lapins avec tous tes rencards foireux... Certes, tu as peut être perdu les clés de ta baraque dans le sud-est et que tu ne puisse pas sortir pour le moment, mais tout d'même, faudrait voir à pas nous laisser dans l'attente comme ça...

Ca fait maintenant deux ans et demi que saison après saison on reçoit des nouvelles de toi, un coup à la hausse, un coup à la baisse, mais pour sûr, toujours remontées et on se doute bien que cette mi-peine ne soit qu'une étape dans ta détention, et surtout dans le reste de ta vie car, désolé, on a pas encore réussi à finir la révolution pendant que tu refais la déco de ton petit une pièce donc y'aura encore du boulot plus tard...

Enfin, plus tard, pas trop quand même... Car tu vas encore louper un printemps, et ben bon, ouais faudrait peut-être pas laisser tout faire aux ami-e-s.

Bon ben salut manouche, la famille pense bien à toi et tout le monde va bien, envoie nous une carte postale de ton hôtel et mets une croix sur la fenêtre de ta chambre, si jamais on passait par là et qu'il y ait de la lumière, alors p'têt' qu'on monterait te dire un petit bonjour.

A bientôt...



RAPPEL DES FAITS

21 FÉVRIER 1995

Assassinat d'Ibrahim Ali par des colleurs d'affiches du Front national à Marseille.

3 AVRIL 1995

Action à l'explosif contre la villa du secrétaire départemental FN Maurice Gros (revendiqué FTP-Unité combattante «Albéric D'Alessandri»)

21 FÉVRIER 1996

Destruction à l'explosif du local du FN à Marseille d'où étaient partis les assassins d'Ibrahim (revendiqué FTP «Groupe Missak Manouchian»)

11 MARS 1997

Attaque à la grenade d'un local du FN au 22, rue Sainte-Cécile à Marseille (revendiqué Groupe de Partisans «Marcel Bonain»)

21 FÉVRIER 1998

Destruction à l'explosif d'un local du FN à Marseille (revendiqué FTP-Unité Combattante «Dimitri Cotorovitch»)

9 JUIN 1998

Destruction à l'explosif du nouveau local du FN au 22, rue Sainte-Cécile (revendiqué FTP-Unité Combattante «Jean Robert»)

2 OCTOBRE 1998

Destruction à l'explosif du groupe électrogène du Stadium de Vitrolles avant un concert de Rock Identitaire Français (revendiqué FTP-Unité Combattante «Jean Robert»)

13 OCTOBRE 1999

Arrestation d'Yves Peirat et William Ferrari

6 FÉVRIER 2001

Début du procès d'Yves Peirat et de William Ferrari

23 FÉVRIER 2001

Verdict : 5 ans d'emprisonnement pour Yves Peirat et 125 000 francs de dommages et intérêts ; 18 mois (dont quatre fermes) d'emprisonnement pour William Ferrari. 650 000 francs de dommages et intérêts pour Yves et William.



NOUVELLES

DES FTP

PETITES AVENTURES JURIDICO ADMINISTRATIVES

Yves avait fait une demande de mise en liberté conditionnelle courant 2001, et madame la juge lui avait laissé penser que ce serait faisable assorti d'une garantie d'embauche, histoire qu'il se réinsère dans la société (cette condition était déjà réglée puisqu'il pouvait bosser chez quelqu'un de sa famille)... Cette demande a finalement été rejetée à l'au-

tomne 2001. Parallèlement, Yves a également fait une demande de permission de trois jours fin 2001 pour «aller visiter sa famille à Noël». Le directeur de la prison de Salon lui laissait entendre que ça ne devrait pas poser de problème. Par la même occasion, une nouvelle demande de remise en liberté avait été faite, histoire d'attendre la prochaine commission de décision. Résultat, la demande de permission a été refusée, comme à beaucoup d'autres prisonniers, situation «politico-internationale du 11 septembre» oblige... Et la demande de conditionnelle s'étant perdue au courrier, rebelotte. Donc renouvelle demande de mise en liberté et redemande début 2002 d'une permission de 3 jours... Quant à la conditionnelle, le match de tennis continue... Vu la durée de renvoi de chaque balle, le jeu risque de durer encore longtemps.

CONCERTS DE SOUTIEN ET D'INFORMATION

Depuis le début de l'année, plusieurs concerts ont été organisés pour le soutien aux FT : le 8 février à Genève organisé par Rude Boys Unity (collectif de gens investis dans les squatts, infoshop, concerts de soutien anarchistes et antifascistes, etc.) et le 9 février à Dijon organisé par Maloka et le squatt l'Espace Autogéré des Tanneries. Ces deux jours ont permis de refaire passer l'in-

formation et l'évolution du cas de Yves à près de 800 personnes par le biais des tables de presse, de la vidéo sur le cas FTP, de discussions. Ces deux dates étaient orchestrées musicalement par Igor Ringard & Mireille de Guingois, La Fraction et Kochise (tous participants réguliers des concerts ou meetings de soutien depuis de belles lures) ainsi que des groupes investis localement (Boycotts, les Vaches Laitières à Genève, Serial Flasher à Dijon). Ces deux concerts ont aussi permis de rapporter à peu près 8000 francs que le SRA utilisera dans le soutien pour Yves et pour d'autres, comme d'hab'. Le concert de Paris le 31 mars au CIGP permet de poursuivre la campagne. D'autres concerts, soirées, meetings vont sûrement avoir lieu par la suite et cela peut aussi dépendre de vous de le mettre en place par chez vous. N'hésitez pas à nous contacter nous pour plus d'infos.

ILS EN PLEURENT ENCORE...

Lundi 7 janvier 2005, alors qu'il devisait sur Radio Courtoisie à propos de la lutte «anti-terroriste» menée par les Etats-Unis, le délégué général du FN Bruno Gollnisch affirma que «le terrorisme sévit en France», et que les membres du FN en seraient les premières victimes. Pour appuyer ses dires, il prit l'exemple de certains attentats à la bombe contre locaux du FN à Marseille perpétrés par un certain «terroriste gauchiste»... Visiblement, les coups portés au Front national par les FTP continue à faire mal !



FRANC TIREUR

Ce livre raconte l'histoire des FTP marseillais : leurs actions, leur arrestation, leurs conditions de détention et le soutien que leur ont apporté de nombreuses personnes.

Prix public : 6 euros

À commander au SRA

EUROPOL



A LA CHASSE AUX TERRORISTES

Ce n'est pas un secret : les Etats ont profité de «l'après 11 septembre» pour renforcer leurs politiques sécuritaires, très à la mode en France en cette époque électorale. Dans ce cadre, EUROPOL a publié un rapport sur «la situation et les tendances des activités terroristes dans l'Union Européenne». Comme on pouvait s'y attendre, le rapport concerne l'ETA en Espagne, la Real IRA en Irlande du Nord, le FLNC en Corse et l'extrémisme terroriste islamique (dont Al Qaeda). Mais de nouvelles catégories ont été incluses en 2001.

L'une d'elles est «l'éco-terrorisme», dont le rapport ne donne aucun exemple. Le rapport se contente de signaler : «les environnements radicaux et les mouvements de défense des droits des animaux ont soutenu une campagne limitée. Cependant, les dommages matériels qu'ils ont causés ont été considérables». Notons qu'aucune définition de «l'éco-terrorisme» n'est donnée, ni prévue dans l'extension proposée du rôle d'EUROPOL : il est donc difficile de faire la distinction entre délit criminel et crime «terroriste».

Une autre nouvelle catégorie, encore plus problématique est celle de «terrorisme anarchiste». En février 2001, un séminaire d'EUROPOL sur le contre-terrorisme à Madrid a accepté la proposition de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de l'Italie de mettre en place une équipe d'investigation sur le «terrorisme anarchiste».

Il apparaît qu'après les manifestations contre le G8 à Gênes en juillet 2001, EUROPOL ait monté un dossier sur le «terrorisme anarchiste» qui a alimenté ce rapport. Interviewé par un journal allemand en août, Jürgen Storbeck, directeur d'EUROPOL, a dit que ce que l'on nomme le «Black Block» des anarchistes pouvait être vu comme «terroriste ou pré-terroriste».

Le rapport dit que le «terrorisme anarchiste» pouvait être un symptôme d'un possible «retour de groupes terroristes de gauche», ceci en référence à une série d'attaques terroristes «dans le Sud de l'Europe» : en fait, tous les incidents référés ont eu lieu en Italie... La police italienne s'est livrée à des investigations sur de nombreux anarchistes accusés d'«association subversive», suite au Sommet de Gênes, mais également avant, en même temps que la police espagnole, prétextant qu'elles font parties d'ETA, a conduit une incessante campagne de criminalisation d'organisations autonomistes basques, comme des organisations de jeunes ou de solidarité avec les prisonniers. Ainsi ces groupes ont été inclus dans la liste européenne des organisations terroristes et des mesures spéciales qui s'y attachent. Ce qui s'est aussi par ailleurs élargi à des groupes catalans. Si un groupe s'oppose à la police anti-terroriste espagnole (sur le plan des droits de l'homme ou dans d'autres domaines), il devient un groupe qui abuse de son statut légal pour soutenir les «terroristes». Si ce critère était adopté au niveau européen, il pourrait mener à la qualification de «terroristes» de tous les activistes de l'Union Européenne.

Le gouvernement espagnol souhaitait aussi que Herri Batasuna soit listé comme organisation terroriste, mais d'autres pays de l'Union Européenne ont refusé. Toutefois le Parti Populaire (PP) et l'opposition socialiste (PSOE) essaye de contourner cette issue en concluant un «pacte anti-terroriste».

En Italie, au cours des dernières années, des anarchistes ou des «gauchistes» ont été inculpés (certains ont été blanchis) ou condamnés pour des attaques à la bombe, en lien, d'après le ministère de l'intérieur italien, avec des groupes espagnols, portugais ou grecs. En 2000 et 2001, deux procès concernant des explosions, au cours des «années

EUROPOL est un office de police criminelle intergouvernemental qui facilite l'échange de renseignements entre polices nationales en matière de stupéfiants, de terrorisme, de criminalité internationale et de pédophilie. Il traite des domaines où la sécurité des Européens est la plus menacée: trafic de drogues ou de matières radioactives, filières d'immigration clandestine, traite des êtres humains, trafics de véhicules, blanchiment des capitaux, terrorisme et grande criminalité internationale (mafia), pédophilie.

EUROPOL a compétence dans les 15 pays de l'Union européenne: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède. La Convention portant sa création a été signée et ratifiée par tous les Etats membres de l'Union européenne.

EUROPOL exerce l'ensemble de ses missions depuis le 1er juillet 1999.



de plomb)*, d'abord accusant des anarchistes, ont finalement montré que ces attentats avaient été organisés par des militants d'extrême droite, en lien reconnu avec les services secrets italiens et américains.

Le 16 juillet 2001, dans différents endroits d'Italie, la police, à laquelle s'est ensuite associée la presse, a lancé une réelle chasse à l'anarchiste et au «gauchiste» : perquisitions, irruptions dans des centres sociaux à Turin et à Rome et arrestation à Rome de Fabrizio Sante Antonini et de la militante féministe Roberta Ripaldi (cf. *Franc-Tireur* n°8). Tous deux ont été inculpés d'«association subversive», sur les bases de soi disant «indices». D'autres activistes ont été arrêtés depuis. Les prochains se seront peut être toi, moi, ou vous

[Ces informations sont issues en grande partie de Statewatch News on Line, www.statewatch.org]

**DES CARTES DE SOUTIEN AUX FTP
SONT DISPONIBLES AUPRÈS DU SRA.**



N'HÉSITEZ PAS À NOUS LES DEMANDER !

* Voir sous la direction de Jan Willems, Gladio, Ed. Reflex ou L'Orchestre Noir, documentaire de 1997

SOLIDARITÉS ICI & AILLEURS...

LIBERTÉ POUR TOMEK WILKOZEWSKI

Pour avoir été victime d'une brutale agression, Tomek a été condamné à une peine de 15 ans de prison en 1997 pour avoir tué un néo-nazi de 17 ans. Une peine aussi sévère ne s'applique ni aux membres de la mafia, ni aux pires criminels. Tomek est en prison parce qu'il n'est pas riche : ouvrier, il ne dispose pas des moyens nécessaires pour avoir un avocat.

Tomek vit dans un petit village aux environs de Radomsko (Pologne), où une organisation néo-nazie terrorise la population. Les agressions y sont régulières, et la police et les autorités se distinguent par leur passivité et leur complaisance. Tous ceux qui refusent de se soumettre à l'autorité des néo-nazis sont repérés et attaqués. Tous les cas signalés à la police ont été classés sans suite, si bien que les gens se sont organisés en groupe d'auto-défense pour faire face à ces attaques : c'est dans ce contexte qu'un jeune néo-nazi a perdu la vie et que Tomek a été accusé. La police, cette fois, s'acharna à trouver des preuves pour l'accabler. Le procès fut lui-même truffé d'irrégularités, sans compter que le tribunal ne considéra pas comme circonstances atténuantes le fait d'avoir été attaqué précédemment. La sentence fut un véritable choc : le soutien moral et financier à Tomek et à sa famille commença à s'organiser en Pologne et à l'étranger, grâce à la campagne du CNA et de la Fédération anarchiste polonaise. Grâce à cette action, Tomek a été transféré dans une autre prison où il peut poursuivre ses études. La cours d'appel ayant confirmé la sentence, seul le président de Pologne peut désormais amnistier Tomek.

Vous pouvez lui écrire pour protester et demander la libération de Tomek :

President RP Krakowskie Przedmiescie
48150 00/071 Varsovie, Pologne

Vous pouvez également écrire à Tomek pour lui témoigner votre soutien (en anglais) :

Tomek Wilkoszewski
Zaklad Karny Orzechowa 5 98-200
Sieradz, Polonia

Pour de plus amples informations :
Site web : www.wilkoszewski.pl

SOUTIEN À SIMON PARTOURY

Suite à une provocation d'un élu MNR, un incident s'est produit pendant une manifestation pacifique protestant contre la venue de Mégret à La Souterraine. Plainte a été déposée par l'élue, il fallait un coupable. Reconnu sur le film tourné par les RG, Simon, un jeune Creusois, actuellement apprenti photographe, a été condamné lourdement (2 mois avec sursis et 3 000 euros d'amendes). Le Comité de Soutien organise un concert le 15 Mars, dès 20 h, à La Souterraine (Creuse) pour récolter des fonds afin de l'aider à payer les amendes. Le Comité de Soutien a édité des "cartes antifascistes", toujours en vente au prix de 4,5 Euros le lot de 12 cartes différentes. Le SRA lui a d'ors et déjà apporté son soutien.

Pour tous renseignements : COMITÉ DE SOUTIEN À SIMON

71 Rue de Pommeil, 23000 Guéret / 05 55 52 73 95 / sylvie.cercier@free.fr

GENUA, GÖTEBORG, GRRR...

Les activistes allemand-e-s que nous avons l'occasion de soutenir nous tiennent au courant de l'évolution de leurs différents cas, mais il semble que pour l'instant ils n'ont pas de réelle info sur la suite des événements, faisons confiance aux justices italiennes et allemandes pour s'accorder. Les différents procureurs en charge ont à peu près 360 enquêtes en cours parmi lesquelles 47 personnes ayant comm-

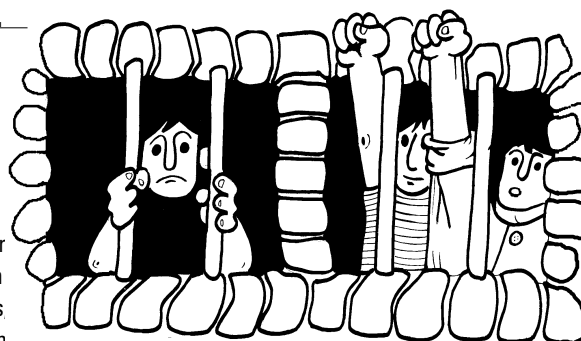
accusation « appartenance au black block » (hyper précis... Les autres c'est pour collusion avec le bloc blanc, non j'rigole). Rappelons que les camarad-e-s de Brême avaient été arrêté 3 jours après les week-end gënois sur les preuves évidentes de vêtements noirs et ustensiles divers dont on peut comprendre la présence dans leurs camions (tournevis, marteau, pommes, poires et scoubidoues) et avaient été incarcéré près d'un mois et demi... Par ailleurs n'oublions pas qu'en ce moment les condamnations sont en train de tomber sur les inculpés et incarcérés de Göteborg, dont bon nombre de peines de prison ferme.

Pour soutenir les inculpé-e-s allemand-e-s :

Compte de soutien au nom de C. KUPER, numéro du compte : 12745139, numéro de la banque : 29050101, Sparkasse Bremen.

Pour plus d'infos sur les inculpé-e-s d'Allemagne :

global@no-racism.net, pour les infos sur ceux de Göteborg : genuasoli@uboot.com.



ATTAQUE D'UN LOCAL ASSOCIATIF À LIMOGES

La Cordonnerie est un local associatif de Limoges qui organise des repas de quartier, des concerts, des discussions et débats sur différentes formes de solidarité, sur l'antifascisme, etc. Le local permet aussi de se retrouver trois soirs par semaine dans une ambiance conviviale, pour discuter autour d'un verre ou emprunter de la lecture et s'informer à travers les magazines, fanzines et journaux.

Or, jeudi 7 mars, vers 23 heures, le local a essuyé une attaque organisée de la part de skinheads d'extrême droite, armés de chaînes, de dagues, de bombes lacrymogènes et d'une masse. Les membres de l'association ont dû défendre le lieu à l'aide de gaz d'auto-défense.

Malgré une première intervention de la police, les assauts ont duré jusque vers 1h30 ou 2h du matin. Lors d'un deuxième passage les policiers ont arrêté deux des individus, qui s'étaient au préalable débarrassés de leurs armes. L'association a bien entendu porté plainte, mais ce n'est pas la première fois (car ce n'est pas la première fois que ce genre d'acte se produit), et aucune suite qui aurait été donnée à cette affaire n'est connue à ce jour, alors que continuent à fleurir les autocollants révisionnistes ou autres.



SRA & Collectif parisien de solidarité avec Yves et William

21ter rue Voltaire 75011 PARIS / Tél. 01 43 48 54 95 / sra@samizdat.net